

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

DEUXIÈME SESSION

Projet de loi n° 241

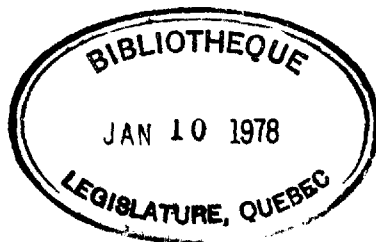
(PRIVÉ)

Loi modifiant la Loi refondant la charte de la Société
coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec

Première lecture

PRÉSENTÉ

Par M. RÉAL RANCOURT



Projet de loi n° 241

(PRIVÉ)

Loi modifiant la Loi refondant la charte de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec et de ses membres que sa charte, le chapitre 116 des lois de 1968, soit modifiée afin de permettre une meilleure représentation aux assemblées générales:

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Article premier

Les articles 29 à 37 de la Loi refondant la charte de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec (1968, chapitre 116) sont remplacés par les suivants:

«**29.** L'association sociétaire et la section sont représentées à l'assemblée par un [ou plusieurs] délégués [].

[«**30.** Chaque délégué n'a droit qu'à un vote.]

[«**31.** Le nombre de délégués auxquels une association ou une section a droit est établi de la façon suivante:

a) une association et une section ont droit à une unité pour chaque membre qui la compose et à une unité pour chaque dix mille dollars d'affaires traitées avec la société, ou pour tout autre montant fixé par le règlement de l'assemblée;

b) le nombre d'unités ainsi obtenues, divisé par deux cents, donne le nombre de délégués auxquels chaque association ou section a droit; toutefois, si le reste est une fraction majoritaire de deux cents, l'association ou la section a droit à un délégué additionnel;

c) dans tous les cas cependant, une association ou une section a droit à au moins un délégué mais le nombre de délégués ne doit jamais être supérieur à quinze.]

[«**32.**] Les [unités] attribuées à une association d'après le nombre de ses membres ne sont [comptées] que dans la proportion où l'association a elle-même payé à la société les montants échus sur les actions ordinaires de qualification, ledit paiement devant avoir été fait avant la clôture de l'exercice de la société.

[«**33.**] Le nombre de sociétaires de chaque association ou de chaque section est établi d'après son dernier compte rendu annuel déterminé le ou avant le jour de la clôture de l'exercice de la société et dûment accepté par l'assemblée de l'association ou de la section.

Ledit compte rendu doit être adressé au secrétaire de la société au moins [soixante] jours avant la date fixée pour l'assemblée annuelle de la société. S'il n'a pas été présenté dans le délai fixé, le compte rendu de l'exercice précédent est utilisé.

[«**34.**] Les [unités] attribuées selon la participation aux affaires de la société sont établies, à la clôture du dernier exercice de la société, d'après le chiffre d'affaires traitées avec la société au cours dudit exercice par l'association sociétaire ou les sociétaires de la section.

[] Les [unités] attribuées selon la participation aux affaires ne doivent jamais dépasser quarante pour cent des [unités] auxquelles une association ou une section a droit d'après le nombre de ses sociétaires.

[«**35.**] Dans le cas d'une assemblée spéciale, le nombre total [de délégués] pour chaque association ou section est le même que celui auquel elle avait droit lors de la dernière assemblée annuelle.

[«**36.**] Nul ne peut se faire représenter par procuration aux assemblées générales de la société.

[«**37.** Chaque association ou section a droit à autant de substituts que de délégués.

Un substitut a droit d'assister à l'assemblée et de participer aux délibérations mais ne peut faire de proposition ou voter sauf dans le cas d'absence d'un délégué à l'assemblée.]

[«**37a.**] Le secrétaire de la société doit, [au moins trente jours] avant chaque assemblée générale, émettre un certificat établissant:

[a) le nombre d'unités qui a servi à établir le nombre de délégués;]

b) le nombre total de [délégués] auxquels chaque association ou section a droit.»

Art.2

La présente loi entre en vigueur le 31 décembre 1977.